

**Agressions, suppressions d'emploi,
mépris, casse du service public,
fiscalité pour les riches !**



Cela suffit !

Depuis plusieurs mois, les agressions physiques, verbales et au téléphone se multiplient dans les services d'accueils des Finances Publiques.

SCette dégradation des relations avec les usagers s'explique par la réduction des effectifs dédiés à l'accomplissement des missions (non remplacement de 2 départs à la retraite sur trois) mais aussi par les propos provocateurs du Chef de l'Etat à l'égard des fonctionnaires qu'il n'hésite pas à présenter comme des privilégiés.

DES AGRESSIONS EN RECRUESCENCE

TSur notre Département, nous dénombrons, depuis le début de l'année, 5 incidents graves.

La situation vécue au sein des Finances Publiques n'est en rien atypique par rapport à celle des autres administrations et entreprises publiques.

OElle est pour partie le résultat des postures anti-fonctionnaires de ce gouvernement, qui au lieu de protéger ses agent(e)s, n'hésite pas à les jeter en pâture à la vindicte populaire en les présentant comme les principaux coupables de la crise financière !

PIl est de la responsabilité des Directions Locales et Nationale de désavouer publiquement la stratégie brutale de division entre les salariés du privé et du public orchestrée par le gouvernement parce qu'elle met en péril l'intégrité physique et psychique des collègues mais aussi parce qu'elle heurte radicalement les principes mêmes de l'Etat de droit et républicain de notre pays.

DES ACCUEILS ENGORGES

Alors que la fréquentation dans les guichets ne cesse d'augmenter, les suppressions de postes renforcent l'engorgement des accueils, créant des situations de tensions et de souffrance pour les agent(e)s affectés dans ces services.

Par ailleurs, pour assurer la continuité « du front-office », les collègues « du back-office » sont de plus en plus sollicités.

Dans les trésoreries organisées en GFU, la politique de dégraissage des emplois, suivie méthodiquement pour préparer leur éradication des zones rurales, pèse de plus en plus lourdement.

S

PRIVE, PUBLIC, RETRAITES ET JEUNES : HALTE A LA DIVISION !

Poursuivant sa politique fiscale de cadeaux aux plus riches, N SARKOZY s'attaque aux agent(e)s du service public pour détourner l'attention sur les vrais problèmes.

T

Aujourd'hui, ce qui coûte cher à l'Etat, ce ne sont pas les fonctionnaires dont beaucoup gagnent à peine un peu plus de 1 300 euros par mois mais les milliards donnés aux banques et à la spéculation car ces choix aggravent le chômage, la précarité et les bas salaires.

O

MENER LA BATAILLE DE L'EMPLOI : C'EST AGIR POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC !

Défendre le service public, c'est revendiquer les emplois nécessaires à l'accomplissement des missions.

Les agents affectés à l'accueil restent les premiers interlocuteurs des usagers alors que les situations de détresse se multiplient. La politique de l'emploi engagée conduit pourtant à réduire leur écoute et leur capacité de trouver des solutions pour les usagers, afin d'être en capacité de gérer les flux que génèrent la fusion des Centres des Impôts et des Trésoreries.

P

En Haute-Garonne, de nombreux postes pourtant budgétés sont vacants. C'est proprement inadmissible ! Il est au temps scandaleux d'affirmer comme le fait le DRFIP que face à la crise, notre administration a un devoir d'exemplarité en poursuivant son action de liquidation des emplois.

La CGT FINANCES PUBLIQUES appelle l'ensemble des collègues, à se réunir en Assemblée Générale et dans l'unité syndicale, pour définir, ensemble des modalités d'action, permettant de gagner des emplois et obtenir des mesures de la part de la Direction garantissant la sécurité des personnels et améliorant les conditions de travail.

Ensemble, refusons de payer les effets de la crise en lieu et place des véritables responsables !